

Appel d'offres ouvert
N° 01/2021

Règlement de consultation

**Prestations d'impression de documents et de supports de
communication pour le compte de l'Instance Nationale de la
Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption
(INPPLC)**

x

Sommaire

Article 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION	3
Article 2 : REPARTITION EN LOTS.....	3
Article 3 : MAITRE D'OUVRAGE.....	3
Article 4 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
Article 5 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	3
Article 6 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	4
Article 7 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS	4
Article 8 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	4
Article 9 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS	5
Article 10 : OFFRE TECHNIQUE.....	6
Article 11 : OFFRE FINANCIERE	7
Article 12 : DEPOT D'UN EXEMPLAIRE DE RAPPORT IMPRIME PAR LE CONCURRENT	7
Article 13 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS	7
Article 14 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	8
Article 15 : RETRAIT DES PLIS	9
Article 16 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS	9
Article 17 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES	9
Article 18 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	11
Article 19 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES.....	11
Article 20 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES	11

Article 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix n° 01/2021 ayant pour objet les prestations d'impression de documents et de supports de communication pour le compte de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC).

Article 2 : REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

Article 3 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché est l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption représenté par son Président.

Article 4 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément à l'article 19 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics, le dossier d'appel d'offres doit comprendre :

- a. Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c. Le modèle de l'acte d'engagement ;
- d. Le modèle du cadre du bordereau des prix détail estimatif ;
- e. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- f. Le présent règlement de consultation ;

Article 5 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013. Dans ce cas la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications prévues ci-dessus ainsi que de la nouvelle date de la séance d'ouverture des plis, le cas échéant.

X

Article 6 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret précité, le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption, sis Avenue Annakhil-Immeuble High Tech- Hall B- Hay Riad, Rabat.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé à partir du portail Marocain des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

Article 7 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées au maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis. Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à sa demande, sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents, il est également mis à la disposition de tout autre concurrent et publié dans le portail des marchés publics.

Les éclaircissement ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage doivent être communiqué au demandeur, aux autres concurrents et aux membres de la commission d'ouverture des plis dans les sept (07) jours suivants la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent.

Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse doit intervenir au plus tard trois (03) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Article 8 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité :

1. Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières nécessaires à la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres.
 - Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur.
 - Sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaire et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
2. Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

Article 9 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS

Chaque concurrent doit présenter conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 un dossier administratif et un dossier technique.

1. LE DOSSIER ADMINISTRATIF doit comprendre :

A- Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :

- La déclaration sur l'honneur en seul exemplaire comprenant les mentions prévues à l'article 26 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.
- L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu. En cas de groupement, le cautionnement provisoire sera constitué selon les modalités décrites au 5^{ème} paragraphe du C de l'article 157 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013.
- Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention et la répartition des prestations, le cas échéant, prévu à l'article 157 du décret précité.

B- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 :

- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

X

- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme .
La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.
- d. Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;
- e. L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b), c) et d) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.
A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

2. LE DOSSIER TECHNIQUE doit comprendre :

En raison de la nature et l'importance de la présente prestation objet du présent appel d'offres, le dossier technique doit comprendre :

- a- Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.
- b- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

Article 10 : OFFRE TECHNIQUE

Les concurrents doivent présenter l'équipe à mettre en œuvre pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres.

Cette équipe devrait se composer de :

- Un infographiste ;
- Un Technicien en impression.

Les concurrents doivent présenter :

- Les CVs détaillés des membres de l'équipe, signés par les intéressés et par les employeurs et datés, tout en précisant les diplômes, le degré de spécialisation et d'expérience, ainsi que les projets similaires à l'objet du présent appel d'offres qui ont été gérés ;
- Les bordereaux de la CNSS des trois derniers mois, justifiant l'appartenance de l'équipe qui sera chargée de la réalisation de la prestation à l'entreprise ;

Article 11 : OFFRE FINANCIERE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix-détail estimatif.

Le montant de l'acte d'engagement doit être indiqué en chiffres et en lettres. Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres. Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

Article 12 : DEPOT D'UN EXEMPLAIRE DE RAPPORT IMPRIME PAR LE CONCURRENT

Les concurrents doivent déposer, à titre d'échantillon, des exemplaires de rapports imprimés par leurs soins dans le cadre de prestations réalisées antérieurement. Ces exemplaires de rapports doivent être accompagnés de fiches décrivant les spécifications techniques à l'origine de l'impression en question d'une part, et faisant état d'autre part des différences d'ordre technique par rapport aux spécifications du présent appel d'offres.

Ces exemplaires de rapports doivent être déposées dans les bureaux de la Direction du Support de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption, sis Avenue Annakhil-Immeuble High Tech- Hall B- Hay Riad, Rabat, et ce au plus tard le jour prévu dans l'avis du présent appel d'offres.

Article 13 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n°2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;

- Le numéro de l'appel d'offres ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le Président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient **trois (03)** enveloppes distinctes comprenant :

- a. **La première enveloppe** : contient les pièces des dossiers administratif et technique, le CPS paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « dossiers administratif, technique ».
- b. **La deuxième enveloppe** : contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « offre technique ».
- c. **La troisième enveloppe** : contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « offre financière ».

Les trois (3) enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

Article 14 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont au choix des concurrents, soit :

- déposés, contre récépissé, dans le bureau des marchés du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- remis, séance tenante au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.
- Transmis par voie électronique conformément aux dispositions de l'arrêté du ministère de l'économie et des finances n° 20-14 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret précité.

Article 15 : RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis et ce conformément aux dispositions de l'article 32 du décret précité.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite, signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées dans le registre spécial tenu à cet effet.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions telles que fixées à l'article 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Article 16 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS

L'examen des offres sera effectué par une commission désignée à cet effet conformément à l'article 35 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

L'ouverture, l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 36, 38, 39, 40 et 41 du décret n° 2-12-349 précité.

Article 17 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

L'évaluation des offres comportera 5 phases :

1. Evaluation du dossier administratif ;
2. Evaluation du dossier technique ;
3. Appréciation de la qualité de l'exemplaire des rapports déposés prévues par l'article 12 dudit règlement de consultation ;
4. Evaluation des offres techniques ;
5. Evaluation des offres financières.

Phase 1 : Evaluation du dossier administratif :

L'examen du dossier se fait conformément aux dispositions de l'article 36 du décret n° 2-12-349 précité.

Phase 2 : Evaluation du dossier technique :

Ne seront prises en compte dans cette phase que les offres ayant été retenues à l'issue de la phase relative à l'évaluation du dossier administratif.

Il sera procédé à l'évaluation des dossiers techniques des candidats et ne seront retenus à l'issue de cette phase que les concurrents qui ont présenté au moins **deux** attestations de référence dont les montant dépassent **500 000,00 Dirhams** sur les 5 dernières années (2016 ; 2017 ; 2018 ; 2019 ; 2020).

Phase 3 : Appréciation de la qualité de l'exemplaire du rapport déposé prévue par l'article 12 du règlement de consultation

Ne seront prises en compte dans cette phase que les offres ayant été retenues à l'issue de la phase relative à l'évaluation du dossier technique.

La commission procède à l'évaluation de la qualité de l'exemplaire du rapport déposé et de la fiche technique prévues dans l'article 12 dudit règlement de consultation.

Tout exemplaire de rapport jugé par la commission comme ayant un défaut de qualité induira le rejet de l'offre en question.

Phase 4 : Evaluation des offres techniques

Ne seront prises en compte dans cette phase que les offres ayant été retenues à l'issue de la phase relative à l'appréciation de la qualité de l'exemplaire du rapport.

Il sera procédé à l'évaluation des offres proposées par les candidats par rapports aux spécifications exigées.

Des notes seront attribuées aux candidats suivant le critère ci-après :

Critère	Profil	Sous-critère	Valeur du sous-critère	Note
Les moyens humains à mettre en œuvre pour la réalisation de la prestation	Infographiste	Expérience	Expérience < 3 ans	10
			3 ans ≤ Expérience < 5 ans	30
			Expérience ≥ 5 ans	50
	Technicien d'Impression	Expérience	Expérience < 3 ans	10
			3 ans ≤ Expérience < 5 ans	30
			Expérience ≥ 5 ans	50

N.B :

- Les concurrents ne disposant pas d'un infographiste et d'un technicien en impression seront écartés ;
- Les bordereaux de la CNSS, des 3 derniers mois, seront considérés pour s'assurer de l'appartenance de l'équipe à l'entreprise.
- Les concurrents ayant obtenu une note inférieure à 60 seront écartés ;

Phase 5 : Evaluation des offres financières

Ne seront prises en compte dans cette phase que les offres ayant été retenues à l'issue de la phase relative à l'évaluation des offres techniques.

Les offres sont examinées conformément aux dispositions de l'article 39 et 40 du décret n° 2.12.349 précité.

Les offres seront jugées sur la base de l'offre financière. Sous réserve des vérifications et applications, le cas échéant, des dispositions prévues à l'article 40 du décret n° 2.12.349, l'offre la plus avantageuse s'entend celle du concurrent retenu ayant proposé l'offre financière la moins disante.

+

Article 18 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Conformément à l'article 33 du décret du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai soixante quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai précité, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe.

Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

Article 19 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en dirhams ou en Euro. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les prix des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghreb.

Article 20 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue arabe ou française.

Règlement de consultation

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 01/2021

L'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption

Imputation budgétaire : 1.2.1.2.0.04.000.106.00.30.10

Objet : Prestations d'impression de documents et de supports de communication pour le compte de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC).

Montant maximum du marché-cadre :

Montant minimum du marché-cadre :

Cachet et signature de l'INPPLC
(Maitre d'ouvrage)

Titulaire du marché
(Lu et accepté manuscrite)

Mohammed Bachir RACHDI
Président

Visa de la trésorerie Ministérielle

Approbation